

Australie

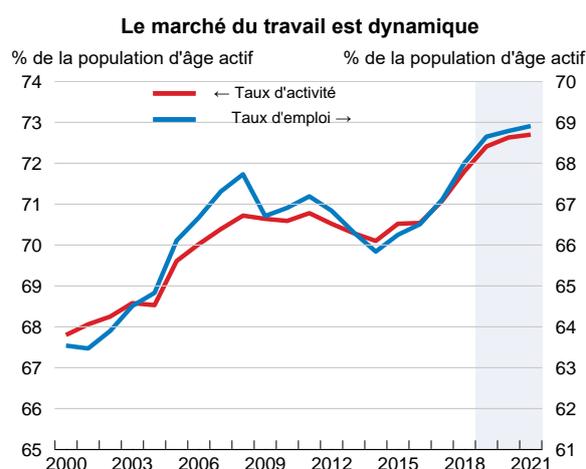
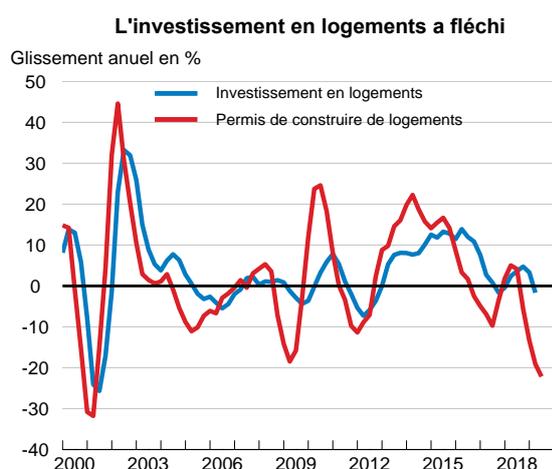
La croissance économique devrait s'établir à environ 2 ¼ pour cent en 2020-21. Si l'affaiblissement de la croissance chez les partenaires commerciaux et un recul de l'investissement intérieur en logements pèseront sur la conjoncture, les récents allègements d'impôts en faveur des ménages et l'assouplissement de la politique monétaire devraient quelque peu soutenir l'activité. La croissance en demi-teinte de la production et l'incertitude persistante nuiront au dynamisme récent du marché du travail.

La politique monétaire est accommodante et la banque centrale devrait procéder à une nouvelle baisse de son taux directeur pour tenter d'atteindre son objectif d'inflation. La politique macroprudentielle devra peut-être être durcie si des taux d'intérêt plus bas alimentent la hausse des prix des logements, ce qui créerait des déséquilibres et exposerait l'économie à des risques à la baisse. La politique budgétaire, qui en l'état actuel des dispositions prévues, devrait avoir une incidence globalement neutre, pourrait devoir jouer un rôle plus actif pour amplifier la croissance économique.

L'activité économique a été faible

La croissance économique a modéré son rythme. L'investissement en logements a ralenti à la suite des phases de recul des prix de l'immobilier survenues dans le passé, le nombre de permis de construire ne cessant de baisser fortement, augurant une fragilité persistante à terme. L'investissement des entreprises privées dans le secteur non minier a lui aussi reculé, le ralentissement de l'économie mondiale et la sécheresse ayant pesé sur les exportations et sur la confiance des entreprises. La croissance de l'emploi a été étonnamment solide au regard de la progression modeste de la production et favorise un taux d'activité plus élevé. Cependant, les dépenses de consommation privée ont manqué de dynamisme, pénalisées par une progression lente des salaires et par une ponction fiscale en augmentation sur les ménages.

Australie



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Bureau australien de statistiques (ABS, Australian Bureau of Statistics).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934044993>

Australie : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016/2017)				
Australie						
PIB aux prix du marché	1 705.2	2.5	2.7	1.7	2.3	2.3
Consommation privée	984.1	2.4	2.6	1.6	2.1	2.0
Consommation publique	319.4	3.9	4.1	5.3	4.2	3.7
Formation brute de capital fixe	418.0	3.6	2.5	1.1	1.1	1.8
Demande intérieure finale	1 721.6	3.0	2.8	2.2	2.3	2.3
Variation des stocks ¹	- 2.5	-0.1	0.1	-1.5	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 719.1	2.9	2.9	0.7	2.0	2.3
Exportations de biens et services	337.1	3.7	4.9	3.2	2.6	2.4
Importations de biens et services	351.0	7.8	4.1	-1.0	2.9	3.7
Exportations nettes ¹	- 13.9	-0.9	0.2	1.0	0.0	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.5	2.2	3.2	1.3	1.1
Indice des prix à la consommation	—	2.0	1.9	1.6	1.6	1.6
IPC sous-jacent ²	—	1.7	1.7	1.6	1.7	1.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.6	5.3	5.2	5.3	5.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.5	3.4	3.4	3.2	2.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	0.0	0.2	0.2	0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.6	43.5	41.5	41.7	42.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.6	-2.1	0.8	0.9	0.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046114>

Il faudrait assouplir la politique budgétaire

La politique monétaire a pris un tour encore plus expansionniste, le principal taux directeur ayant été abaissé de 75 points de base au total depuis mai 2019. L'expansion du crédit aux entreprises et aux ménages demeure modeste. Toutefois, les prix des logements ont commencé à s'apprécier de nouveau sur certains grands marchés. L'endettement des ménages signifie que les autorités devront se tenir prêtes à durcir l'orientation de la politique macroprudentielle si une baisse des taux d'intérêt venait à accentuer la hausse des prix des logements sous l'effet d'une nette remontée du crédit.

La politique budgétaire ne devrait guère soutenir la croissance économique en raison de la détermination du gouvernement fédéral à dégager de futurs excédents budgétaires. Le déploiement des services publics au titre du système national d'assurance-invalidité (National Disability Insurance Scheme) et les récents allègements d'impôts en faveur des personnes percevant des revenus d'activité moyens et faibles devraient soutenir quelque peu les dépenses des ménages et réduire les inégalités de revenu durant la période considérée. Néanmoins, une politique budgétaire plus expansionniste pourrait être justifiée, sachant que la croissance économique est nettement inférieure à son potentiel et que la charge de la dette publique est relativement faible. Le gouvernement devrait songer à réaliser de nouveaux investissements publics dans des infrastructures vertes et à anticiper des projets d'équipement « prêts à l'emploi » dans le cadre de son Programme d'investissement dans les infrastructures. Il devrait parallèlement donner priorité à des réformes fiscales favorables à la croissance, notamment en poursuivant le transfert de charge fiscale opéré en réduisant comme les impôts directs et les prélèvements inefficients, notamment les droits de

timbre sur les transactions immobilières, pour augmenter la taxe sur les biens et services (GST ou Goods and Services Tax) et les impôts fonciers.

La croissance économique devrait être stable

L'activité va croître à un taux stable. La croissance des exportations s'essouffera parallèlement au ralentissement de l'économie des principaux partenaires commerciaux. L'investissement des entreprises continuera d'en être affecté, même si l'investissement dans le secteur minier a désormais atteint son point le plus bas et remontera progressivement au cours de la période considérée. Compte tenu des perspectives de croissance du PIB, le taux de chômage ne devrait pas reculer beaucoup plus et l'inflation restera inférieure à l'objectif. En conséquence, la banque centrale devrait se voir contrainte de prendre de nouvelles mesures de relance monétaire.

Les risques qui pèsent sur les perspectives économiques sont orientés à la baisse. En tant que petite économie ouverte, l'Australie est particulièrement exposée au ralentissement de la croissance mondiale. L'investissement s'est modéré en Chine, premier partenaire commercial de l'Australie, et les tensions commerciales menacent encore un peu plus l'activité économique dans la région. L'endettement élevé des ménages pourrait amplifier la propagation d'un choc économique. À l'inverse, un relâchement des tensions commerciales à l'échelle mondiale pourrait entraîner un regain de confiance des consommateurs et des entreprises et avoir des effets positifs sur les dépenses.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0c37bcd-b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.